

**Communauté de Communes  
AURAY QUIBERON TERRE ATLANTIQUE**

**DELIBERATION DU BUREAU COMMUNAUTAIRE**

SEANCE DU 18 OCTOBRE 2019

**N° 2019DB/40 – Feuille 1**

Date de convocation : 10 octobre 2019

Membres en exercice : 24

Présents : 19

Votants : 20

**Projet d'extension du Parc d'activités de Kermarquer sur la  
Commune de La Trinité-Sur-Mer : lancement d'une procédure  
de Déclaration d'Utilité Publique (DUP)**

L'an deux mille dix-neuf, le dix-huit octobre à neuf heures trente, le Bureau communautaire légalement convoqué, s'est réuni sous la présidence de Monsieur Philippe LE RAY, Président, au Comité Régional Conchylicole à Auray.

**Etaient présents** : Ronan ALLAIN, Annie AUDIC, Jean-Luc CHIFFOLEAU, Bernadette DESJARDINS, Roland GASTINE, Bruno GOASMAT, Jean-François GUEZET, Bernard HILLIET, Pascal LE CALVE, François LE COTILLEC, Laurence LE DUVEHAT, Lénéaïck LE PORT-HELLEC, Philippe LE RAY, Dominique RIGUIDEL, Aurélie RIO, Fabrice ROBELET, Monique THOMAS, Franck VALLEIN, Andrée VIELVOYE.

**Absents ayant donné pouvoir** : Jessica LE VISAGE à Dominique RIGUIDEL, Jean-Maurice MAJOU à Bruno GOASMAT.

**Absents excusés** : Guy HERCEND, Michel JEANNOT, Gérard PIERRE.

Le quorum étant atteint, l'Assemblée peut délibérer valablement.

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code de l'environnement et notamment l'article L. 123-2 ;

Vu le Code de l'urbanisme ;

Vu le Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, et notamment l'article L. 110-1 ;

## N° 2019DB/40 – Feuille 2

Vu l'arrêté de M. le Préfet du Morbihan du 16 mai 2019 relatif à la modification des statuts de la Communauté de communes d'Auray Quiberon Terre Atlantique ;

Vu la délibération n°2014DC/61 du Conseil communautaire en date du 25 avril 2014, déléguant aux membres du Bureau communautaire la prise de toutes les mesures relatives à la préparation et aux demandes d'ouverture d'enquêtes publiques dès lors qu'elles ne relèvent pas de la compétence du Président en vertu d'un texte particulier ;

Vu les délibérations du Bureau communautaire n°2015DB/17 en date du 10 juillet 2015, n°2016DB/11 en date du 11 mars 2016 et n°2018DB/47 en date du 16 novembre 2018 relatives au projet d'extension du Parc d'Activités (PA) de Kermarquer sur la Commune de La Trinité-sur-Mer - Lancement de la procédure de déclaration d'utilité publique (DUP) ;

Vu l'arrêté n°2019AG/09 du Président en date du 3 mai 2019 portant approbation de la déclaration d'intention relative au projet d'extension du Parc d'activités de Kermarquer sur la Commune de La Trinité-sur-Mer ;

Considérant que par décision du Président en date du 9 janvier 2013, la Communauté de communes de la Côte des Mégalithes a confié la réalisation d'un Schéma directeur de ses Parcs d'activités et des études pré-opérationnelles pour les Parcs de Kermarquer et du Plasker à un groupement (ARCET, Horizons et Paysages, Pravidex, Siteum, Minier). Ces études ont été conclues en décembre 2013 ;

Considérant que conformément à l'avis de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) de Bretagne en date du 23 janvier 2014, le projet a fait l'objet d'une étude d'impact ;

Considérant que cette opération permettra l'accueil de nouvelles entreprises, l'extension d'activités existantes sur le Parc, la valorisation des atouts de l'économie nautique locale et le développement des activités dédiées à l'artisanat, au commerce et aux services. La bonne fin de cette opération nécessite que la Communauté de communes soit propriétaire de l'ensemble des parcelles nécessaires au projet ;

Considérant que l'aménagement des extensions du Parc d'activités de Kermarquer, qui représentent une superficie de 9,81 hectares, s'articule autour de quatre principes majeurs :

- Créer des « villages » d'activités : secteurs nord et ouest, secteur sud (plateforme portuaire) et secteur est ;
- Assurer une continuité et une cohérence avec la zone existante ;
- Assurer un maillage dense de liaisons douces ;
- Intégrer les extensions dans leur environnement naturel ;



## N° 2019DB/40 – Feuille 3

Considérant que les acquisitions foncières sont désormais nécessaires pour poursuivre la démarche. La Société d'Economie Mixte EADM a recensé l'ensemble des propriétaires concernés par les quatre extensions et engagé des négociations ;

Considérant qu'afin de se donner les moyens de maîtriser les acquisitions foncières pour ce projet, il convient de soumettre à enquête publique environnementale, préalable à la déclaration d'utilité publique, ce dossier, ainsi que de recourir si besoin à une ou des enquêtes parcellaires et à la procédure de fixation judiciaire des indemnités ;

Considérant qu'il appartient au Bureau, dans le cadre des délégations que lui a confiées le Conseil communautaire, de procéder aux formalités relatives au lancement de l'enquête publique ;

Considérant que toutes les pièces nécessaires à la compréhension du dossier ont été mises à disposition des membres du Bureau communautaire ;

· Le 4 juin 2015 avec la transmission sous forme papier du résumé non technique de l'étude d'impact au titre des articles L. 122-1 à L. 122-3 du Code de l'environnement,

· Le 5 juin 2015 avec la transmission sous forme électronique de l'ensemble du dossier c'est-à-dire :

- 1- Textes qui régissent l'enquête
- 2- Notice explicative
- 3- Plan de situation
- 4- Plan délimitant les immeubles à acquérir ou acquis nécessaires au projet
- 5- Plan général des travaux (plan bassin de rétention, plan réseau d'électricité, plan réseau eaux usées, plan réseau éclairage public, plan réseau télécommunication, plan réseaux AEP)
- 6- Principales caractéristiques des ouvrages les plus importants
- 7- Appréciation sommaire des dépenses - évaluation sommaire et globale
- 8- Etude d'impact (Annexes\_29\_05\_2015, EI-29-05-2015, Résumé non technique 29 05 2015 envoyé sous format papier)
- 9- Avis émis sur le projet
- 10- Bilan de la concertation (Bilan de la concertation, DCM du 28 12 2005 Révision simplifiée Kermarquer, révision simpl. Kermarquer Bilan Concertation)
- 11- Autorisation loi sur l'eau et autorisations nécessaires pour réaliser le projet,

· Le 12 juin 2015 ces dossiers étaient mis à disposition de l'ensemble des Conseillers communautaires lors de la séance du Conseil ;

Considérant que le dossier d'enquête publique est toujours consultable au siège de la Communauté de communes ;

Considérant que le dossier d'enquête publique environnementale préalable à la DUP du projet d'extension du Parc d'activités de Kermarquer, approuvé par délibération du Bureau communautaire en date du 10 juillet 2015, a été déposé en préfecture le 16 juillet 2015 ;

Considérant que la composition de ce dossier est conforme aux dispositions légales néanmoins, afin de renforcer la recevabilité juridique des documents produits, il convient de tenir compte des remarques formulées par le Préfet dans son courrier du 5 octobre 2015. Ainsi, les pièces du dossier d'enquête ont été modifiées conformément à ces remarques ;



## N° 2019DB/40 – Feuillet 4

Considérant que le dossier actualisé d'enquête publique environnementale préalable à la DUP du projet d'extension du Parc d'activités de Kermarquer, approuvé par délibération du Bureau communautaire en date du 11 mars 2016, a été déposé en préfecture le 18 avril 2016 ;

Considérant que l'Autorité Environnementale a émis un avis le 24 juin 2016 en précisant que l'étude d'impact, pièce composant le dossier d'enquête publique environnementale préalable à la DUP, ne permet pas d'appréhender l'ensemble des composantes du projet et de ses impacts. Elle recommande au porteur de projet d'actualiser et de compléter son étude de façon à répondre à l'article R. 122-5 du Code de l'environnement ; Elle fait référence à l'examen au cas par cas déposé en décembre 2013 par la Communauté de communes de La Côte des Mégalithes portant à la fois sur une requalification du Parc d'activités et un projet d'extension ;

Considérant qu'en octobre 2016, un mémoire en réponse a été transmis à l'Autorité Environnementale dans lequel il est rappelé qu'un dossier d'autorisation relatif à la requalification et à l'extension du Parc d'activités de Kermarquer a été établi au titre des articles L. 214-1 à L. 214-6 du Code de l'environnement et présenté au CODERST (Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques) le 5 juin 2012. Ces dispositions ont reçu un avis favorable du CODERST et a fait l'objet d'un arrêté préfectoral le 13 juillet 2013 à la suite duquel les travaux de requalification du Parc d'activités ont été réalisés entre 2013 et 2015 ;

Considérant que par courrier du 15 mars 2017, le Préfet de Région informe la Communauté de communes que ce mémoire ne répond pas aux recommandations de l'Autorité environnementale et qu'en l'état actuel la fiabilité juridique de ce dossier et de la procédure d'autorisation ne paraît pas assurée ;

Considérant que soucieux de répondre au mieux aux recommandations de l'Autorité Environnementale, Auray Quiberon Terre Atlantique a sollicité auprès du Préfet de Région, par courrier du 14 septembre 2017, une rencontre afin d'échanger précisément sur les éléments attendus par les services de l'Autorité environnementale pour actualiser l'étude d'impact ;

Considérant que suite à la tenue de cette rencontre en date du 13 avril 2018, la Communauté de communes a missionné un bureau d'étude environnemental en charge d'actualiser et de compléter l'étude d'impact du projet de requalification et d'extension du Parc d'activités de Kermarquer conformément à l'avis formulé par l'Autorité environnementale ;

Considérant que l'Autorité environnementale a accusé réception de ce dossier le 27 juillet 2018. En réponse, la Présidente de la Mission Régionale d'Autorité environnementale indique dans une note d'information datée du 27 septembre 2018, que le dossier n'a pas pu être étudié dans le délai imparti des deux mois et qu'en conséquence, elle n'a formulé aucune observation concernant ce dossier ;

Considérant que, conformément aux dispositions des articles L. 121-15-1 et suivant du code de l'environnement issues de la réforme introduite par l'ordonnance n°2016-160 du 3 août 2016, le projet d'extension du Parc d'activités de Kermarquer entre dans le champ d'application de la concertation environnementale et a fait l'objet d'une déclaration d'intention dont la publication ouvre au public, durant un délai de quatre mois, le droit d'initiative prévu à l'article L. 121-19 du Code de l'environnement ;



## N° 2019DB/40 – Feuille 5

Considérant que l'arrêté n°2019AG/09 du Président et la déclaration d'intention ont été publiés durant un délai de quatre mois, du 10 mai au 10 septembre 2019 :

- Sur le site internet de la Communauté de communes Auray Quiberon Terre Atlantique, à l'adresse suivante : [www.auray-quiberon.fr](http://www.auray-quiberon.fr)
- Sur le site internet de la Commune de La Trinité-sur-Mer, à l'adresse suivant : [www.la-trinite-sur-mer.fr](http://www.la-trinite-sur-mer.fr)
- Notifiés à Monsieur le Préfet du Morbihan qui a procédé à leur publication sur le site internet des services de l'Etat dans le département à l'adresse suivante : [www.morbihan.gouv.fr](http://www.morbihan.gouv.fr)

L'arrêté n°2019AG/09 du Président et la déclaration d'intention ont été également rendus publics par le biais d'un affichage dans les locaux de la Communautés de communes Auray Quiberon Terre Atlantique ainsi qu'en Mairie de La Trinité-sur-Mer ;

Considérant qu'une fois la déclaration d'intention publiée, le public n'a pas exercé son droit d'initiative dans le délai de quatre mois ;

Considérant que l'ensemble des pièces du dossier d'enquête publique a ainsi été actualisé à l'exception du plan général des travaux (pièce n°5) pour tenir compte des demandes de la Préfecture et du nouveau contexte législatif, réglementaire mais aussi notamment des ventes intervenues à l'amiable depuis le premier dossier, sans modifier le parti d'aménagement retenu et étudié par l'étude d'impact ;

Après avoir entendu le rapport de M. Ronan ALLAIN, Vice-président, Délégué au Développement économique et à la gestion des zones d'activités ;

**Après en avoir délibéré, à l'unanimité, le Bureau communautaire DECIDE :**

- d'abroger la délibération n°2018DB/47 en date du 16 novembre 2018 ;
- d'approuver le dossier d'enquête publique modifié préalable à la déclaration d'utilité publique pour le projet d'extension du Parc d'activités de Kermarquer sur la Commune de La Trinité-sur-Mer ;
- d'autoriser M. le Président et son représentant à :
  - solliciter auprès du Préfet la mise à l'enquête préalable à déclaration d'utilité publique du projet, et au besoin, au cas par cas, la ou les enquêtes parcellaires qui s'avèreraient nécessaires ;
  - demander en outre, après enquête publique, que la déclaration d'utilité publique soit prise au bénéfice de la Communauté de communes Auray Quiberon Terre Atlantique ou de son aménageur, pour le projet d'extension du PA de Kermarquer sur la Commune de La Trinité-sur-Mer ;
- signer toutes pièces et documents afférents à la présente délibération.

Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte transmis au contrôle de légalité et publié au recueil des actes administratifs le :

29 OCT. 2019

Le Président

Philippe LE RAY